

Souss Massa

Nouveau souffle



Primeurs

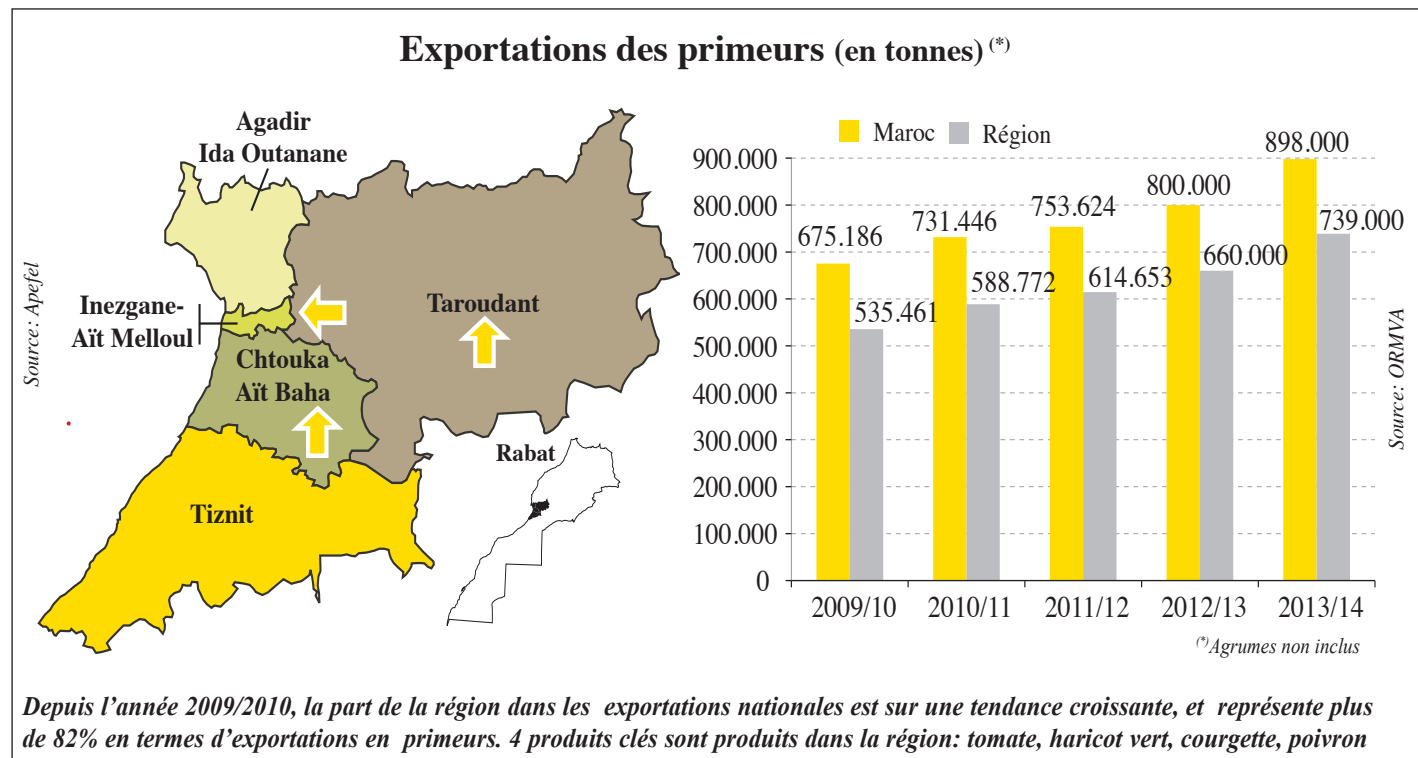
Pilier économique et stabilisateur social

■ 24 millions de journées de travail générées dans la région

■ Une menace pressante: le stress hydrique

AU moins 24 millions de journées de travail sont créées par les exploitations des fruits et légumes dans la région. En locomotive, la filière des primeurs dont le rôle est crucial sur le plan économique et social. Toute une population de PME ont prospéré grâce aux commandes de prestations diverses (entretien des unités de conditionnement, transport, sécurité, etc), de matériel émanant de ce secteur. Au-delà, cette filière est surtout un des piliers des exportations du pays et un pourvoyeur en devises.

Les 4 produits-clés sont la tomate, le haricot vert, la courgette et le poivron.



Les exportations de primeurs ont atteint, pour la campagne 2013/2014, un peu plus de 800.000 tonnes. La région assure 82%

des exportations en primeurs (agrumes non inclus).

Concernant les exportations de tomates pour la campagne agricole 2013/2014, le chiffre pour le Maroc est de 450.000 t dont 438.000 proviennent du Souss.

Quant aux légumes, le tonnage exporté lors de la même période est de 252.058 comprenant le haricot, la courgette, le poi-

(IAV) d'Ait Melloul, l'Office national du conseil agricole (ONCA), le Centre de transfert & technologies,...

L'importance des infrastructures agro-industrielles, de conditionnement et de l'agrofourmure, ainsi que la labellisation jouent un rôle dans cette orientation vers une agriculture intelligente. Par opposition à tout cela, il faut noter les contraintes auxquelles le secteur est assu-

groupe
ECO•MEDIAS
Recherche dans le cadre
de son développement
JOURNALISTES (H/F)

PROFIL :

De formation supérieure (Economie / Gestion / Droit / Finances / Journalisme), vous justifiez d'une première expérience média réussie. Vous êtes curieux, persévérant, rigoureux, parfaitement francophone et disposez d'une bonne culture générale. Vous avez de plus, un très fort esprit d'initiative et de synthèse, le sens du travail en équipe et êtes doté d'un excellent relationnel.

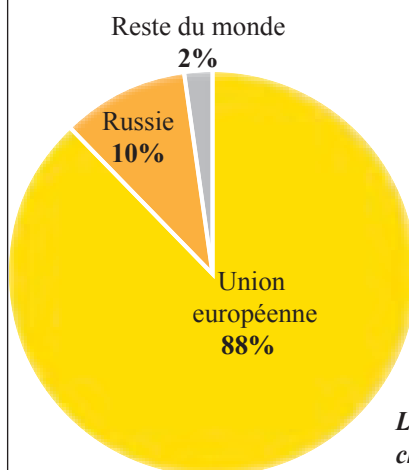
MISSIONS :

En charge de la couverture de l'information économique, politique, sociétale ou financière, vous assurerez avec objectivité, densité et richesse la rédaction de dossiers, d'analyses, d'enquêtes, de reportages et d'articles.

Nous vous offrons, outre une rémunération attractive et une formation performante, la possibilité de vous investir et d'évoluer au sein d'un groupe leader en pleine expansion.

Envoyer votre CV & lettre de motivation + photo par mail : redaction@leconomiste.com

ECO•MEDIAS
L'ECONOMISTE **المستقبل** L'ECONOMISTE

Diversifier les marchés

(Ph. Jarfi)

Le Maroc a encore du mal à diversifier ses débouchés. L'Union européenne reste le marché de prédilection avec tous les risques encourus

vron et le piment fort. Les fruits comme la fraise, la framboise, la mertyle, l'avocat, le melon et la pastèque ont, quant à eux, atteint un chiffre de 110.670 tonnes à l'exportation, selon les chiffres avancés par l'Office régional de mise en valeur agricole.

Le secteur des primeurs bénéficie d'un écosystème qui fait sa force. L'existence d'ouvrages de la grande hydraulique et de petite et moyenne hydraulique sont quelques-uns de ces atouts auxquels il faut ajouter le soutien des structures d'encadrement agricole de recherche telles que l'Institut agronomique et vétérinaire

jetti. En l'occurrence, la situation actuelle des marchés de gros qui ne permet pas une meilleure valorisation des produits à cause de l'inadéquation de leurs infrastructures, doublée d'une mauvaise maîtrise des techniques de commercialisation. Et aussi et surtout, la faible moyenne de précipitations et années sèches de plus en plus fréquentes. Parallèlement à une surexploitation massive des ressources hydriques à partir de la nappe phréatique. □

Fatiha NAKHLI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Comment le Souss échappe au stress hydrique

■ Grâce au plan Maroc Vert, des projets structurants ont permis la sauvegarde de la ressource

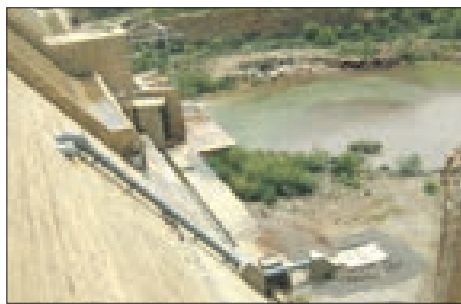
■ Reconversion au goutte-à-goutte, irrigation localisée, mise en valeur agricole... les priorités

■ Produits du terroir, préservation des zones oasiennes, massifs forestiers, de gros moyens débloqués

LA plaine du Souss Massa, première zone primeuriste et agrumicole du pays où se concentrent les principales exploitations agricoles, a réussi à mettre en place des programmes d'envergure qui ont permis de sa sauvegarde. Grâce au plan Maroc Vert, l'agriculture a ainsi connu une forte croissance, bénéficiant de projets structurants de la chaîne de valeur qui ont significativement contribué à la rationalisation des ressources hydriques et au développement des filières phares de la région. Pour les projets d'agrégation, 13 ont été réalisés depuis 2010 pour un coût d'investissement global de 4,95 milliards de DH. Et ce, au profit de 17.360 bénéficiaires. Ces projets concernent les filières des agrumes, primeurs et du rosier, ainsi que celles du lait et des viandes rouges. D'un autre côté, 75.300 agriculteurs ont bénéficié, dans le cadre du pilier II de 43 projets se rapportant principalement aux filières de l'olivier, amandier, cactus, palmier dattier, safran, apiculture et des viandes rouges, pour un coût global de 1,98 milliard de DH. Les productions agricoles ont ainsi augmenté de 24% depuis 2008. D'autres actions ont permis d'améliorer la valorisation des produits du terroir parmi lesquelles un programme de labellisation de 6 produits emblématiques de la région. L'amélioration de la valorisation des produits agricoles régionaux se poursuivra à travers la création d'un Agropole à Agadir.

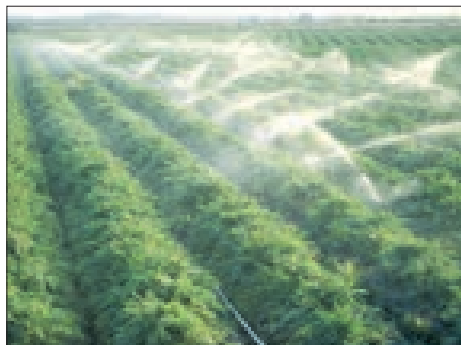
■ Sauvegarde de la zone agricole d'El Guerdane

Le périmètre d'El Guerdane produit à lui seul environ 42% de la production agrumicole régionale. Toutefois, la forte demande en eau pour le développement agricole de ce périmètre de 16.00 ha a fait baisser le volume de la nappe phréatique. Pour préserver la ressource, le pro-



jet de sauvegarde de la zone a été lancé. Il consiste en un transfert de 45 millions de m³ d'eau à partir du complexe d'Aoulouz-Mohammed Mokhtar Soussi au profit de 10.000 ha de plantations. Ce projet repose sur la réalisation d'un ouvrage de tête sur le barrage d'Aoulouz, d'une conduite d'adduction de 90 km de long, d'un réseau de distribution d'eau d'irrigation en conduites sous pression sur 300 km environ et sur l'installation d'environ 600 bornes d'irrigation. La mise en eau du réseau a effectivement permis d'irriguer 10.000 ha de plantations, d'augmenter la production et les exportations d'agrumes de, respectivement, 22% et 35%. Elle a de même permis d'économiser 76 millions de m³ chaque année et de réduire les charges de pompage des agriculteurs de 50%.

■ Programme de petite et moyenne hydraulique III



Ce projet qui s'étale sur une superficie de 8.437 ha, cible 35.000 habitants de la préfecture d'Agadir Ida Outanane et des provinces de Taroudant et Chtouka Aït Baha. Parmi ses objectifs, rationaliser l'utilisation des ressources hydrauliques en modernisant les périmètres d'irrigation existants, intensifier la mise en valeur agricole. Et aussi, renforcer la gestion participative de l'irrigation à travers la création et la promotion des Associations des usagers des eaux agricoles (AUEA). Ayant débuté en 2012, les travaux toujours en cours devraient s'achever d'ici 2018. Le coût total du projet est estimé à 510 millions de DH.

■ Programme national de l'économie de l'eau d'irrigation

Ce Programme national de l'économie de l'eau d'irrigation a pour objectif de moderniser les réseaux existants en vue de

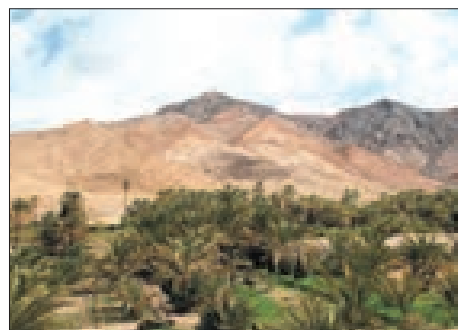
généraliser l'irrigation localisée et d'améliorer l'économie et la valorisation de l'eau dans un périmètre de 6.130 ha en amont du Souss. A noter que les travaux d'infrastructures comprennent la modernisation de 20 stations de pompage, la réhabilitation d'un réseau de 12 km de conduites enterrées, la rénovation et l'individualisation des prises d'irrigation. Et l'équipement des exploitations en systèmes d'irrigation localisée.

Ce programme, réalisé dans le cadre d'un Partenariat public-privé, s'étale sur la période 2013-2017. Coût total du projet: près de 370 millions de DH

■ Gestion rationnelle grâce à l'Agrotech

Le programme de l'Association agrotechnologique s'articule principalement autour de la gestion rationnelle des ressources hydriques (reconversion au goutte-à-goutte), et le développement de la filière agrumicole qui passe par la création de 30 stations agro-météorologiques. Cela a permis une économie d'eau de 66 millions de m³/an. Parmi les autres objectifs de l'Agrotech, la valorisation de 6 produits du terroir à travers un fonds de 9 millions de DH alloué par le Conseil régional. Le soutien au développement de l'agriculture maraîchère s'est traduit par le lancement de projets de recherche relatifs notamment à l'irrigation de la tomate, la gestion du climat de la serre et aux alternatives aux fumigants. L'appui à la création d'entreprises innovantes permettra à l'Agrotech de mettre en place un véritable centre d'excellence en matière de recherche fondamentale et de recherche appliquée.

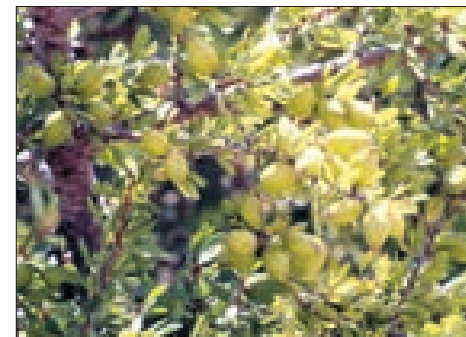
■ Préserver les zones oasiennes



L'enjeu pour l'Agence nationale pour le développement des zones oasiennes et de l'arganier (Andzoa) est de mettre en place d'un «territoire compétitif» dont l'économie s'appuie sur la valorisation des ressources naturelles et culturelles de la région de manière à ce qu'elles profitent directement à la population locale. Trois secteurs sont prioritaires: l'agriculture à travers le développement des produits du terroir, le tourisme et les mines. Sa mission, accompagner les acteurs dans la concep-

tion et le développement d'activités génératrices de revenu s'appuyant sur la valorisation des ressources locales. L'Andzoa œuvre aussi pour un «territoire préservé» en s'appuyant sur des programmes d'optimisation de la mobilisation et de la gestion de la ressource hydrique. Et sur des programmes de préservation du sol, de la biodiversité, et des massifs forestiers. A aujourd'hui, le programme a permis le raccordement en eau potable de 123 douars et la construction de routes rurales desservant 254 douars ont bénéficié à près de 85.000 habitants, pour un budget de plus de 165 millions DH.

■ Valorisation des produits du terroir



Six produits emblématiques de la région sont désormais protégés par 2 types de label, l'Indication géographique protégée (IGP) et l'Appellation d'origine protégée (AOP). Concentré à 80% dans le Souss, l'argan est le premier produit à avoir obtenu une IGP en avril 2009. Elle est portée par l'Association marocaine de l'indication géographique de l'huile d'argane (AMIGHA). A Taliouine dans la province de Taroudant, ou encore à Tazenakht dans la province d'Ouarzazate, le safran est doté depuis avril 2010 d'une AOP. La figue de barbarie, cultivée à Sidi Ifni, bénéficie depuis avril 2011 de l'IGP Sobbar Aït Baâmrane. La culture de ce type de figuier couvre actuellement près de 36.000 ha dans la province. La rose à parfum est une autre fleur typique de la région, qui pousse essentiellement dans les vallées de Kelaât M'Gouna qui a obtenu une AOP en avril 2011. Dans la vallée du Draâ, le palmier dattier, culture traditionnelle de la zone, a bénéficié en 2012 de 2 labellisations pour 2 variétés de dattes: l'IGP pour les dattes Bouffegous et l'AOP pour les dattes Nadja. Enfin, l'amande de Tafraout, qui pousse dans les provinces de Tiznit, Chtouka Aït Baha et Taroudant est également dotée d'une IGP depuis 2012. □

F. N.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Tourisme: Agadir tente de défendre ses marques

■ Un fonds régional pour soutenir les hôteliers

■ Parc d'exposition, palais des congrès,... infrastructures nécessaires cherchent financement

■ Propreté, signalétique, toilettes publiques...

C'EST sans surprise aucune que la fréquentation touristique à Agadir poursuit sa tendance baissière. En effet, les statistiques pour les arrivées et nuitées pour le mois d'avril enregistrent respectivement moins 7% et moins 8,85%, selon le Centre régional de tourisme (CRT) d'Agadir. «Les résultats sont mauvais et ils le resteront pendant quelque temps encore puisqu'il n'y a pas de visibilité», estiment les professionnels. Il est vrai que la conjoncture dans le monde arabo-musulman ne favorise pas le tourisme. Même si la situation sécuritaire est stable au Maroc, la plupart des touristes préfèrent rester dans leur zone de confort et se tournent vers des pays européens pour passer leurs vacances.

La deuxième raison est liée au produit lui-même. Non seulement la destination est essoufflée mais en plus les prix ne



Trop longtemps axée sur ses atouts naturels, et sur un produit ayant du mal à se renouveler, la destination Agadir est en perte de vitesse, mais pas que pour ces raisons. La désaffection des touristes est aussi due à la crainte liée à la mauvaise conjoncture dans les pays arabo-musulmans (Ph. L'Economiste)

sont pas assez attractifs pour attirer les touristes. Le tarif pour un hôtel dans le chef-lieu du Souss est équivalent à celui de deux hôtels en Egypte, rappellent les opérateurs. Ainsi, et chiffres à l'appui, la fréquentation touristique dans la région n'affichera pas de meilleurs scores que l'année dernière à la même période. Elle a même tendance à empirer puisque les

réservations pour les mois à venir sont très timides. Pour les professionnels locaux, il s'agit de gérer la crise pour que son impact soit le plus minime possible. La prise de conscience est, aujourd'hui, générale. Chacun doit défendre la marque Agadir pour l'empêcher de couler. Unanimes autour de la question, les opérateurs assurent un suivi régulier avec les administrations

maîtriser le flux de vendeurs ambulants et de squatteurs de l'espace public en ville... Sur la promenade, les loueurs de bicyclette se multiplient. Il aurait fallu réserver des sentiers pour les cyclistes pour ne pas déranger les promeneurs. Tout en organisant des points précis pour la location avec un cahier des charges à respecter.

La plage qui s'étend à perte de vue

Amesip

Association Marocaine des Enfants en Situation Précaire s'investit depuis près de 20 ans sur le terrain auprès des enfants en situation difficile par des projets d'éducation et de formation concrets et utiles à notre société.

www.operationsoleil.org

Pour la soutenir, un seul geste suffit: un **DON** et vous donnez une chance à un enfant de nos quartiers de voir son avenir briller. Mobilisons-nous ensemble pour donner de la lumière et de l'espoir à nos jeunes en envoyant **HIBA** au **9779** pour les résidents au Maroc ou par virement à

AMESIP TAKAFOUL
Crédit Agricole Rabat-Agdal
RIB: 225 810 0151074776510101 84

Coup de pouce

POUR les hôteliers désireux de rénover leur produit, la région mettra en place un fonds de 600 millions de DH à intérêt très réduit. Avec la possibilité de les accompagner via un cabinet d'études très pointu pour le redéploiement de leur produit sur les prochains 10 ans, est-il indiqué du côté du CRT. La Région est en train de travailler sur ce projet avec le ministère de tutelle. Mais ce fonds est tributaire de la loi de finances de l'année prochaine. Aux responsables de retrousser les manches et travailler sur le dossier. □

concernées, «ce qui commence à donner du concret», avance Salaheddine Benhammane, président du CRT d'Agadir. En effet, la Région Souss Massa vient de signer une convention avec le CRT pour une subvention de 18 millions de DH sur trois ans, triplant le montant initial. En plus de la sensibilisation, d'autres actions doivent être menées pour mettre en place impérativement des infrastructures complémentaires. Notamment, un parc d'exposition et un palais des congrès, ce qui demande des moyens colossaux qu'il faudra dégager de l'administration centrale. En attendant de lancer les grands projets structurants, il s'agit d'assurer la propreté de la ville, l'animation, mettre en place une signalétique, des toilettes publiques,

n'est pas optimisée non plus. «Je suis étonnée qu'il n'y ait pas de chiringuito (restaurant de plage) à Agadir, comme sur la Méditerranée», avance Elisabeth Halgrain, propriétaire du Riad Villa Blanche. «Ces plages privées pourraient valoriser le bord de mer et générer une économie conséquente», a-t-elle ajouté. Bien sûr, il faudra le faire dans le respect d'un cahier des charges avec des clauses bien ficelées, pour qu'il y ait une harmonie et pour éviter tout dépassement. □

Fatiha NAKHLI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Tourisme, en finir avec les clichés

■ Désaffection des touristes étrangers au profit des nationaux... la destination s'essouffle

■ Grève dans les hôtels, le parc à renover... le secteur pénalisé

■ Pour 10.000 lits manquants ce sont autant d'emplois en moins

LA mer, le sable et le soleil... toujours la même rengaine qui ne s'est pas assortie ces dernières années d'un renouveau de la destination Agadir. Une situation que la station balnéaire, pourtant riche de sa ville, de sa région et de son arrière pays, paie aujourd'hui à prix fort. En attestent les marchés traditionnels que la destination a perdus ou est en train de perdre. On assiste ainsi à une désaffection, par exemple, des marchés français et allemand, en perte de vitesse,



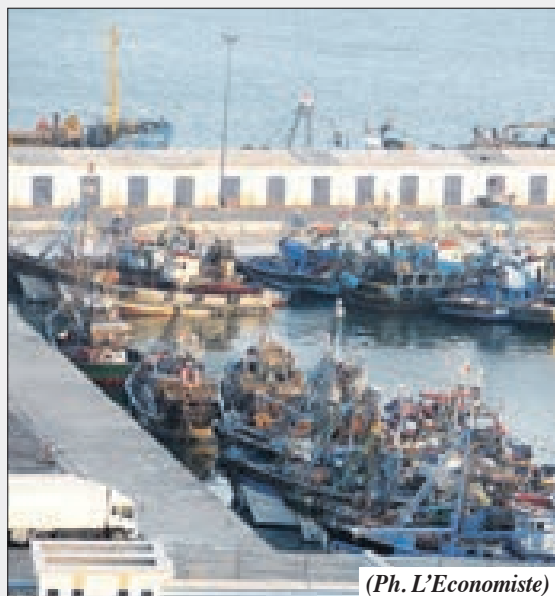
En ce qui concerne les hôtels fermés, ou paralysés à cause des grèves, les professionnels avancent qu'il y a autant de chômeurs que de chambres fermées. Des touristes en moins et des emplois en moins... la dure loi du marché (Ph. F.N.)

dir» est désormais le nouveau cheval de bataille de la destination, avec comme

liter leurs établissement, en créant un texte de loi si besoin, a proposé, quant à lui, Mohamed Boussaid, ministre des Finances et de l'Economie et ancien wali de la région. Responsables locaux et opérateurs touristiques y sont allés

sions sociales avec le personnel hôtelier ou encore se débattent dans des problèmes financiers. Il faut rappeler que sur les 30.000 lits que compte la destination, 10.000 sont non commercialisables. «Le manque à gagner est

Sortir du circuit hôtel-plage...



(Ph. L'Economiste)

LES professionnels proposent de ne plus citer Agadir comme étant une destination balnéaire mais comme destination touristique et balnéaire. Et toute la différence est là: cela signifie dans l'absolu que le touriste peut sortir du circuit hôtel-plage et investir la ville tout en étant à l'aise grâce à une signalétique et à une animation adéquate. En effet, Souk Al Had par exemple, est une attraction à découvrir et apprécier. Or, parfois après une semaine passée dans la ville, les tou-

ristes n'en entendent même pas parler. Un autre atout de taille, le port d'Agadir qui pourrait aussi drainer les touristes qui aimeraient bien assister à la criée comme ils le faisaient dans le temps. Le port pourrait aussi contenir un aquarium géant, un chantier naval pour montrer comment construire un bateau... □

au profit du marché national, en tête des arrivées et des nuitées depuis plusieurs mois!

La forte baisse des arrivées et des nuitées accentuée lors des deux premiers mois de l'année en cours fait craindre le pire aux professionnels. Dans sa dernière sortie, le Centre régional de tourisme d'Agadir (CRT) tire la sonnette d'alarme. «Réinventer la marque Aga-

objectif principal, fédérer les énergies et interpellier les élus, pouvoirs publics et opérateurs du tourisme pour trouver "rapidement", "dans l'urgence", des solutions. Lahcen Haddad, ministre du Tourisme a, de son côté, appelé les responsables locaux à plus de dynamisme pour relancer la station. Expropriation des propriétaires d'hôtels qui ne manifestent aucune volonté pour réhabi-

lité de leurs propositions... Or, deux mois après cette réflexion, la ville semble toujours aussi léthargique et les professionnels échaudés craignent le pire. 2007, l'année de référence pour le tourisme, est bien loin. Agadir attend toujours la mise en application de cette énième stratégie pour la sauver. Notamment en diversifiant l'offre, restée figée depuis des années: repositionner le produit, renforcer le volet animation, augmenter les connexions aériennes, réhabiliter le parc hôtelier... là aussi toujours la même et sempiternelle rengaine.

D'ailleurs, beaucoup d'établissements sont fermés ou vivent des ten-

terrible: 10.000 lits non fonctionnels équivalent au même nombre d'emplois en moins», déplore Mohamed El Moud-den, vice-président de la Chambre de commerce, d'industrie et de services d'Agadir (CCISA) et membre du bureau du Conseil régional Souss Massa. Même son de cloche pour les hôtels fermés, il y a autant de chômeurs que de chambres fermées. Touristes en moins et des emplois en moins... □

Fatiha NAKHLI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Le sport, un relais qui se confirme

■ Un match réunit FC Séville et Hassania d'Agadir le 31 mai prochain

■ Nouvelle stratégie du club gadiri pour optimiser le grand stade

■ De nombreuses manifestations en marge pour doper les arrivées touristiques

LE sport, voilà un autre moyen très attractif pour vendre une destination et c'est sur quoi compte capitaliser Agadir. Il est question, aujourd'hui, d'optimiser le grand stade de la ville et de l'inclure à l'économie. Surtout que ce projet qui a nécessité près de 1,2 milliard de DH répond aux normes internationales et peut accueillir des manifestations d'envergure. Cela ne restera pas lettre morte.

La nouvelle équipe dirigeante du Club Hassania d'Agadir, présidée par Habib Sidinou, organise ainsi un mégas événement à la fin du mois: un match amical entre Séville FC et Hassania d'Agadir. «Cet événement est exceptionnel car il ne se limite pas au match qui sera joué mais également aux manifesta-



La nouvelle équipe dirigeante du Club Hassania d'Agadir fait preuve d'un grand dynamisme pour relancer le sport dans la région et l'associer à l'économie régionale. A ce titre, elle organise le 31 mai prochain un match amical entre FC Séville et Hassania d'Agadir, rien que ça! Une belle promotion pour la destination (Ph. FN)

seule équipe Hassania alors qu'il pourrait générer plus de fonds, non négligeables. Entre autres, par l'organisation de tournois d'athlétisme, de concerts, de spectacles pour être réellement un vecteur de l'économie et de la communication de cette destination en mal de positionnement. Dans cette démarche, le Club Hassania est accompagné depuis deux ans par des professionnels pour réussir un vrai élan tant sportif

d'un grand potentiel pour promouvoir le sport comme vecteur économique en mesure de positionner la ville d'Agadir

sur le plan national et international.

Pour rappel, les responsables de la région accompagnent cette nouvelle politique en encourageant les investisseurs à miser sur ce créneau porteur qu'est le sport. C'est ainsi que la zone du grand stade d'Agadir, et sur près de 5 hectares, sera optimisée par la mise en place de projets d'animation à connotation sportive. Entre autres, académie de tennis, patinoire synthétique, parcs de loisirs pour petits et grands, aquaparc... Et aussi un centre de formation de football du Club Hassania d'Agadir. □

Fatiha NAKHLI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

FC Séville à Agadir

UN 31 mai très attendu. En effet, le Club Hassania d'Agadir reçoit le Séville FC pour un match qui se déroule au grand stade de la ville. Cette rencontre rentre dans le cadre d'une série de matchs amicaux organisés par la Ligue de football professionnel espagnol à travers les 5 continents et qui font la promotion du football espagnol. Le Club Hassania d'Agadir a la chance d'en faire partie, une première au Maroc. Il faut préciser que ces matchs amicaux s'étalent de 2015 à 2017 et se terminent par un tournoi de portée mondiale. Avec notamment la participation d'un grand nombre des plus célèbres clubs de football espagnols et d'autres clubs, anciens participants de la Liga World.

Des critères, tels que l'engagement sur le terrain et l'esprit sportif durant les matchs précédents, détermineront le processus de sélection. Cet événement final sera l'aboutissement de la première édition de LFP World challenge et sera accueilli sur un seul territoire pendant la pré-saison 2017/2018. En attendant, Agadir est en train de mettre les petits plats dans les grands pour accueillir le match amical Séville FC- Hassania d'Agadir. Un vrai coup de promo pour la destination, qui en a grand besoin. □

tions organisées en marge. Notamment des rencontres B to B qui permettront d'échanger et de comprendre l'impact de l'introduction du sport dans l'économie régionale», souligne Amine Dor, responsable communication et marketing de l'équipe Hassania d'Agadir.

«Le grand stade d'Agadir est un atout majeur de la compétitivité régionale qu'il faut optimiser», a-t-il insisté. Actuellement, le stade est exploité par la

qu'économique. «Cette nouvelle gouvernance est surtout axée sur une politique de restructuration du club», explique Amine Dor. «Nous œuvrons pour que le club passe du statut d'association à celui d'une entreprise rentable. Soit une structure pérenne capable d'attirer autour d'elle une expertise et des métiers qui accompagneront l'émergence d'un sport intégré à l'économie dans la région», a-t-il ajouté. En effet, la région dispose



VOTRE PARTENAIRE POUR MIEUX INVESTIR ...

المركز الجهوي للاستثمار - سوس تامة ازمالة
Centre Regional d'Investissement - Sous Tamez Azmala

Aide à la création d'entreprise
Aide aux investisseurs
Consolidation et promotion de l'investissement
Mise à niveau de l'économie régionale ...

www.cri-agadir.ma

Cité Fourty, BP: 31 333 - Agadir - Maroc
Tel : 212 (0) 528 219 200 / (0) 528 200 877
Fax : 212 (0) 528 200 891
Mail : contact@cri-agadir.ma

Zones industrielles

Les spéculateurs plombent l'investissement

■ Des lots, acquis depuis plus de 40 ans mais toujours pas valorisés

■ L'activité industrielle en pâtissant sévèrement

LE constat est unanime: les zones industrielles dans le Souss rencontrent un échec cuisant. Et pour cause, des décennies après leur lancement, elles ne sont toujours pas valorisées et subissent les lourds méfaits de la spéculation. Toutes les ZI du Souss Massa sont touchées par le phénomène, de Tassila à Ait Melloul en passant par Sidi Bibi 1 et 2 ou encore Tiznit, pour ne citer que celles-là. Si la commercialisation des lots de terrain a atteint les 100%, leur valorisation est encore balbutiante pour la plupart. Pour Tassila et Ait Melloul, les deux premières ZI de la région, créées dans les années 70, les lots non valorisés, constituent des points noirs vu le manque de sécurité et de saleté. En effet, les terrains nus se transforment tout simplement en décharges. Ce qui nuit à l'activité des vrais industriels qui opèrent dans ces zones et réduit le taux de valorisation, qui reste faible par rapport à ce qu'il devrait normalement être. D'autant plus que de grands montants d'investissement ont été injectés dans ces projets. La ZI d'Ait Melloul par exemple, a nécessité plus de 228 millions DH pour son équipement. Elle s'étale sur plus de 354 hectares et c'est l'une des plus grandes au Maroc. Près de 778 lots ont été attribués mais certains terrains restent à l'abandon, leurs propriétaires attendant de les revendre à un meilleur prix...

L'existence d'un marché de poisson au sein de la zone est une autre problématique soulevée par l'Association des investisseurs de la ZI d'Ait Melloul (Adizia). En effet, cette unité polluante perturbe l'activité des unités industrielles avoisinantes.

La ZI de Tassila n'est pas mieux lotie. En plus de la situation stagnante causée par les spéculateurs, les industriels doivent de même gérer certaines plaintes des habitants du voisinage dérangés par la pollution causée par certaines sociétés. La présence d'une zone de vie en plein Tassila est assez déplacée, faut-il noter. La ville d'Agadir, grande exportatrice nationale de légumes, primeurs et conserves de poissons ne mérite-t-elle pas une zone industrielle représentative des potentialités économiques et humaines dont elle dispose? Pour le moment, ce n'est pas encore le cas et les chefs d'entreprise déjà installés sur les ZI subissent ce mauvais climat



Cette parcelle se trouve dans la zone industrielle d'Ait Melloul. Elle s'étend sur une superficie de 8 hectares et est laissée à l'état d'abandon depuis la mort de l'investisseur, il y a une dizaine d'années. Elle est devenue une sorte de débarras à ciel ouvert qui dérange les autres industriels, actifs sur le site (Ph. FN)

de travail pas propice à la créativité.

Pourtant, le foncier pose un réel problème aux investisseurs désireux de s'installer dans la région. A tel point que certains finissent par rentrer chez eux, bredouilles. Or, les terrains existent. Seulement, ils sont en «stand-by», sous l'emprise de spéculateurs



La zone industrielle d'Ait Melloul est aussi accaparée par les vendeurs ambulants. En l'absence de zones dédiées et de valorisation de l'espace industriel, l'anarchie s'installe (Ph. FN)



Nouvelle génération

L'AGROPOLE d'Agadir est un projet intégré dont l'ambition est de créer une plateforme régionale de référence pour la transformation, la commercialisation, et la distribution des produits agricoles. Ainsi, l'agropole rassemblera, sur un même site, une zone d'activités à vocation agro-industrielle, une zone logistique et de services, des plateformes commerciales et de distribution, un centre d'accueil pour les services aux entreprises et aux personnes, un «qualipôle» dédié à l'alimentation regroupant laboratoires de recherche et de contrôle, ainsi qu'un centre de formation. Dans le but de créer une véritable synergie entre les métiers de transformation des produits agricoles et des produits de la mer, l'agropole d'Agadir sera intégrée au parc Haliopolis. Reste à savoir sous quels critères les lots seront attribués pour une valorisation efficace. □

avidés de gagner le gros lot en une seule fois. Pour des lots acquis à des prix variant entre 52 DH et 395 DH par exemple, ils demandent un prix allant de 1500 DH à 2000 DH en seconde main. De quoi décourager les vrais investisseurs d'autant plus qu'il s'agit de grandes surfaces. Il est donc urgent pour les responsables de mettre en place des mesures adéquates afin de redresser une situation qui n'a que trop duré. Pour rappel, l'ancien gouverneur d'Ait Melloul a essayé de récupérer 9 lots en ayant recours à la justice. Or, tous ses efforts étaient vains puisque les terrains sont inscrits à la conservation foncière au nom des acquéreurs-spéculateurs. La propriété étant garantie par la constitution, impossible de les reprendre à cause de la lenteur de la procédure. □

Fatiha NAKHLI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Un nouveau business plan pour les ZI



■ Optimisation du foncier avec des zones dédiées

■ Nécessité de mettre en place un fonds de développement

- **L'Economiste: Quel bilan faites-vous des ZI qui continuent à battre de l'aile, des décennies après leur création?**

- **Khalil Nazih:** Lorsqu'on réalise une zone industrielle, la logique veut qu'on cède les terrains aux investisseurs avec des projets prêts à être réalisés. Et qu'on garde le reste en stock pour d'autres éventuels projets. Or, ce n'est pas ce qui a été fait. Les lots ont été vendus à des spéculateurs déguisés en promoteurs et qui continuent à faire main basse sur ces lots, ce qui fait que le taux de valorisation bouge très difficilement. Pour le Centre régional d'investissement (CRI), l'objectif est de voir des projets sortir de terre et créer de l'emploi et une dynamique économique en ces temps de crise. Et surtout, il faut capitaliser sur cette expérience pour l'aménagement des



«La question de la spéculation est un faux problème qu'on peut contourner. Un terrain ne peut être vendu et revendu indéfiniment, le marché va donc se réguler de lui-même», explique Khalil Nazih, directeur du CRI Souss Massa (Ph. FN)

futures zones industrielles que nous souhaitons en mode location...

- **Par quel moyen serait-il possible de rassurer les investisseurs?**

- En fait, aujourd'hui, nous sommes

pour la location avec option d'achat qui reste suspendue jusqu'à la valorisation totale du projet. C'est-à-dire, le vrai démarrage de l'activité. Et si par la suite, l'investisseur veut céder sa propriété pour une raison ou une autre, il aura le droit de le faire puisque ce sera une usine et non un terrain nu.

- **Dans ce cas, que pouvez-vous faire pour les terrains déjà cédés?**

- Oui, c'est le cas dans les ZI de Tassila, Ait Melloul mais aussi Tiznit et essentiellement Sidi Bibi... Pour ceux-là, nous avons le choix soit de respecter l'article 6 du cahier des charges, qui a été fait plus tard après les ventes, et interdire la cession ou la vente. Sinon, nous pourrions envisager l'éventualité de laisser les industriels céder les terrains à condition que les acquéreurs signent le nouveau cahier des charges contenant les clauses de valorisation et les clauses suspensives. Le transfert de la propriété étant tributaire, au moins, de l'obtention de l'autorisation de construire...

- **Quel serait le rôle de la région?**

- Nous sommes à la veille d'une régionalisation avancée, la région doit donc assumer sa part de responsabilité et prendre en charge la gestion des espaces d'accueil. Un aménageur comme Al Omrane ou MedZ, lorsqu'il injecte de l'argent, a besoin de le récupérer dans un court délai car il a une trésorerie à gérer. Or, si nous avons 600 lots à commercialiser, nous n'avons pas forcément 600 projets. D'où ma proposition, la région devrait mettre en place un fonds de développement des ZI, et elle en a les moyens. Un aménageur sera chargé de réaliser la structure industrielle selon les directives de la région qui disposera alors d'une réserve foncière à attribuer au fur et à mesure des projets qui se présentent et selon les besoins réels. Et ce, à travers le CRI, les chambres professionnelles... notamment. Ce fonds de soutien pourra être récupéré une fois le terrain vendu, avec facilité de paiement si besoin. □

Propos recueillis par Fatiha NAKHLI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



RAMSA: Engagement au service du développement durable

La Régie Autonome Multi-Services d'Agadir alias « RAMSA » est un opérateur de services publics qui assure la distribution d'eau potable depuis 1982 et la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales à partir de 1992.

La zone d'action de la RAMSA correspond à la zone administrative du Grand Agadir regroupant les villes Agadir, Anza, Tikiouine, Bensegao, Dcheira, Inezgane, Ait Melloul et la commune rurale d'Aourir. La population de cette agglomération est estimée à plus de 900 000 habitants.

La RAMSA assure également la gestion des réseaux eau et assainissement du projet HALIOPOLIS situé dans la commune de DRARGA et mitoyen au projet de la nouvelle ville de TAGADIRT et la nouvelle station touristique de Taghazout.

33 ans de labeurs, sur un rythme ascendant d'amélioration des services de distribution d'eau et d'assainissement et forte d'une expérience forgée dans un esprit d'équipe exemplaire, la RAMSA modernise ses installations et relève d'un cran ses prestations pour une meilleure rentabilité et un service de qualité répondant aux attentes du citoyen. L'objectif premier de la RAMSA est de fournir en continu un service de qualité à ses clients, tout en anticipant et en accompagnant le développement de l'agglomération.

Au sujet des principaux indicateurs de la RAMSA, il est à noter que l'établissement emploie 433 personnes dont 84 cadres ce qui représente un taux d'encadrement de 19 % et compte 221 049 clients. Un linéaire de réseau d'eau potable de 2122 km. Un rendement réseau de 80 % considéré comme très satisfaisant au niveau national. L'accès à l'eau est passé de 76% en 2003 à 98% en 2014. La généralisation de l'accès à l'eau est prévue à compter de 2016.

Grâce aux efforts soutenus par la Régie, l'agglomération du Grand Agadir dispose actuellement de 23 réservoirs répartis sur les différents secteurs de la région, faisant passer la capacité de stockage de 15 800 m³ en 1983 à 127 000 m³ en 2014, permettant ainsi une autonomie de distribution de 25 heures.

Le réseau d'assainissement est composé d'un linéaire de 2098 km, 17 stations de relevage, une station de traitement primaire de 75 000 m³/j, une station de traitement secondaire de 30 000 m³/j, une station de traitement tertiaire d'une capacité de 30.000 m³/j ; une station pilote de traitement de 750m³/j et un émissaire en mer de 3200 ml.

Pour répondre aux besoins futurs en matière d'investissement, d'exploitation et de modernisation des services, la RAMSA a engagé un programme colossal entre la période 2015-2019 pour les deux secteurs :

Secteur Eau potable

Les actions programmées par la RAMSA pour la période 2015-2019 sont caractérisées d'une part par le lancement d'importants ouvrages d'infrastructure d'eau visant à renforcer les conditions de sécurité de distribution dans le Grand Agadir et à faire face au développement urbanistique (création de nouvelles zones d'urbanisation), et d'autre part, par la modernisation des modes opératoires de gestion dans le domaine technique, commercial et financier.

Ces ouvrages constituent une continuité du programme d'investissement engagé par la RAMSA par ses moyens propres à la lumière des résultats arrêtés par le Schéma Directeur d'Eau Potable.

Il est à signaler que le montant des incorporations prévu pour cette période s'élève à **157 millions DH**.

La réalisation des travaux de ce programme permettra d'atteindre les objectifs ci-après :

- La restructuration de la distribution (création d'étages, modulation de pression,...) pour assurer des conditions de desserte optimale.
- L'extension et le renforcement du réseau de distribution pour satisfaire les besoins en eau futurs dans de bonnes conditions.

- La poursuite de l'opération des branchements sociaux visant à faire bénéficier les ménages non branchés à l'accès à l'eau et ce en vertu des orientations du gouvernement de sa Majesté le Roi visant la généralisation de l'accès à l'eau.

Cette opération entamée en 2002 a permis de réaliser 30.000 branchements soit l'équipement d'une population de 150.000 habitants.

- Le maintien et l'amélioration du rendement du réseau.
- Amélioration de la capacité des réserves avec la réalisation de plusieurs réservoirs pour une capacité supplémentaire de **43 600 m³** assurant une autonomie de distribution de plus de 24 heures.

Secteur Assainissement liquide ;

Le Plan Pluriannuel relatif à la période 2015 - 2019 constitue une continuité des ouvrages réalisés durant la période (1998-2014) prévus par le plan directeur d'assainissement liquide du Grand Agadir.

Le montant prévu pour le programme pour cette période s'élève à **304 Millions DH**.

La réalisation des travaux découlant de ce programme permettra d'atteindre les objectifs ci-après:

- ❖ La dépollution de la zone Nord d'Agadir.
- ❖ La dépollution industrielle.
- ❖ L'amélioration de la qualité des eaux de baignade des plages d'Agadir pour les rendre conformes à la catégorie A de la législation marocaine afin d'assurer la durabilité du secteur touristique à vocation balnéaire.
- ❖ La mobilisation d'une ressource en eau (eau usée épurée) consistante pour sa réutilisation dans l'arrosage des golfs et des espaces verts d'Agadir.
- ❖ La poursuite des travaux d'équipement branchement des quartiers périphériques non encore desservis, et ce, dans le cadre de l'INDH.
- ❖ La desserte convenable des zones nouvellement ouvertes à l'urbanisation.
- ❖ L'amélioration du taux de raccordement et le rattrapage du déficit.
- ❖ L'acquisition des moyens d'exploitation et outils de gestion de la Régie